

Pourquoi le soutien des Européens à Israël ?

Sophie Bessis

Il est une énigme dans la guerre menée par Israël à Gaza depuis près de deux ans, et qui semble ne pas devoir finir, c'est le soutien quasi inconditionnel de l'Europe à la conquête israélienne de ce qui reste de la Palestine, Gaza bien sûr, mais également la Cisjordanie. On n'abordera pas ici la position des États-Unis qui a au moins le mérite de la clarté : seules quelques nuances y séparent en effet les démocrates des républicains au point que l'on peut aujourd'hui se demander si Israël est toujours le bras armé de Washington dans un Moyen-Orient en feu, ou si Donald Trump a décidé de faire de la première puissance mondiale le supplétif de l'extrême droite israélienne.

L'Europe en revanche, à de rares exceptions près, paraît hésiter entre l'approbation sans nuances du « droit d'Israël à se défendre » après la sanglante attaque commise par le Hamas le 7 octobre 2023 et une critique homéopathique de la riposte aux dimensions désormais génocidaires menée par le gouvernement de M. Netanyahu, dans lequel les ministres suprémacistes et néofascistes donnent le la. De fait, s'il convient de condamner sans ambiguïté le massacre de civils israéliens et la prise d'otages par le mouvement islamiste qui gouverne Gaza depuis 2006, il faut également constater que cette attaque politiquement suicidaire a constitué un miraculeux effet d'aubaine pour l'extrême droite israélienne désormais installée aux commandes de l'État. La riposte s'est en effet rapidement muée en achèvement de la conquête de la Palestine, mais pas seulement. Depuis près de deux ans en effet, l'armée israélienne bombarde le Liban comme elle l'entend malgré le cessez-le-feu signé il y a un an par son gouvernement, et dont la France est censée être l'un des deux garants. Après la chute de la dictature de Bachar al Assad en Syrie le 8 décembre 2024, elle s'est emparée de nouvelles portions du territoire syrien, bombarde jusqu'au cœur de Damas et a détruit de fond en comble ce qui restait de l'armée syrienne. On ne reviendra pas enfin sur la guerre qu'elle a menée durant douze jours contre l'Iran, étant entendu qu'Israël doit demeurer le

seul État du Moyen-Orient à posséder l'arme nucléaire. La conquête s'étend donc bien au-delà de la seule Palestine et semble vouloir réaliser le rêve du « Grand Israël », objectif des suprémacistes israéliens.

Mise devant cette série de faits accomplis par un État qui a enfreint sans rencontrer le moindre obstacle toutes les normes du droit international, l'Europe ne dit rien ou très peu. Rien devant l'interdiction faite aux journalistes étrangers d'entrer dans Gaza, ni devant la politique systématique d'assassinat des journalistes palestiniens. Aucun État européen n'a trouvé à redire à cet empêchement à informer, Israël demeurant pour eux « la seule démocratie du Moyen-Orient ». Rien devant le blocus imposé à Gaza où l'ONU a officiellement déclaré en août l'état de famine. On se contente à Bruxelles de froncer les sourcils en « exigeant » que ce blocus soit desserré. La plupart des États de l'Union européenne ont par ailleurs déclaré – à l'instar de la France – qu'ils ne suivraient pas la décision de la Cour pénale internationale d'inculper M. Netanyahu dont l'avion peut survoler sans crainte le territoire pour se rendre chez ses alliés. Et, au terme de plusieurs réunions, il a été impossible aux Vingt-Sept de se mettre d'accord sur la possibilité de suspendre l'accord d'association avec Israël, ni de prendre des sanctions même minimales qui seules constitueraient pour Tel Aviv un avertissement. À la pointe de ce soutien sans nuances se trouvent les États de l'ex-bloc soviétique qui avaient tous reconnu l'État de Palestine en 1988 mais qui, depuis la chute des régimes communistes, ont pour boussole la conduite d'une diplomatie à l'opposé de celle qui était la leur avant 1990.

Certes, l'histoire pèse de tout son poids de sang dans cette attitude. Les six millions de juifs exterminés par le régime nazi avec la complicité active ou l'indifférence de la quasi-totalité de ses États n'a pas fini de hanter l'Europe. Pour tenter d'expié ce crime, l'Allemagne a fait du soutien à Israël une « raison d'État » et continue d'être un de ses principaux fournisseurs d'armes. Presque partout sur le continent, la lutte contre l'antisémitisme a été érigée en

exigence morale et, si des voix officielles se font parfois entendre pour rappeler le droit des Palestiniens à avoir un État, ce droit ne saurait en aucun cas menacer Israël dont l'existence représente le prix de la dette contractée par l'Europe à l'égard des juifs. Tout cela se comprend. Il faut en effet beaucoup de temps pour que s'estompent les ondes de choc d'un génocide. Mais si la mémoire de la persécution des juifs peut expliquer le souci européen de préserver l'existence de l'État censé les représenter, elle ne suffit pas à expliquer la complaisance à l'égard de sa politique qui se résume aujourd'hui à une volonté sans limites d'expansion. Il y a au moins trois raisons à cela.

La première, et la plus évidente, est le patient travail accompli par les dirigeants israéliens depuis 1948 pour faire de leur pays le représentant exclusif du judaïsme mondial. Là réside la raison d'être de ce nationalisme juif qu'est le sionisme. Comme tous les nationalismes, il ne tolère aucune pluralité des opinions au sein du « peuple » dont il est censé être l'incarnation. Attaquer Israël reviendrait donc à attaquer les juifs dans leur ensemble, et ce rapprochement sciemment entretenu a mené à la confusion délétère entre antisémitisme et antisionisme. Qu'il existe des antisémites se parant du qualificatif présentable d'antisioniste est un fait, mais il ne saurait assimiler l'antisionisme – opinion politique – à l'antisémitisme qui est un pur racisme et doit être combattu comme tel. Or la quasi-totalité des dirigeants européens, à commencer par M. Macron, ne cessent d'alimenter par leurs propos cette confusion dont les partisans inconditionnels de la politique israélienne font leur miel. Toute critique de cette politique relèverait donc d'une posture antisémite et M. Netanyahu est passé maître dans l'art d'utiliser ce piège. Lequel, d'ailleurs, est devenu une menace pour les juifs du monde dans la mesure où, si tout juif est organiquement lié à Israël, il est également comptable des crimes commis par cet État. La culpabilité européenne résultant de près de deux millénaires de persécutions antijuives s'est ainsi transformée en un soutien sans faille à l'entreprise de colonisation totale de la Palestine.

Ce constat conduit à une deuxième raison de ce soutien. Si le projet sioniste a pu avoir une dimension émancipatrice aux yeux d'une partie du monde juif du fait du sort funeste qui lui fut réservé, il ne pouvait se réaliser que dans le cadre d'une entreprise coloniale. L'on sait que la création d'Israël en 1948 s'est accompagnée d'une opération massive de nettoyage ethnique (la *Nakba* ou catastrophe en arabe) qui a chassé de leur terre près de 800 000 personnes. Depuis, pas un jour ne s'est passé sans qu'Israël ne poursuive la colonisation progressive de l'ancienne Palestine mandataire, sans qu'aucun accord de paix ne l'ait arrêtée ni même ralentie. Et l'on assiste aujourd'hui à la dernière phase de cette entreprise en passe de faire disparaître toute possibilité de création d'un État palestinien. Or Israël se considère et est considéré par l'Europe comme le prolongement de l'Occident au cœur d'un Orient hostile et dangereux. Il serait trop long de faire ici l'histoire de ce processus d'occidentalisation¹. Mais aux yeux d'une partie non négligeable des opinions européennes, ce morceau d'Occident planté en terre orientale vengerait en quelque sorte par ses conquêtes les Européens de la perte de leurs empires. Une telle opinion n'est jamais publiquement avancée, mais elle ne saurait être tenue pour anecdotique tant reste ancrée dans les consciences collectives la nostalgie des temps où l'Europe régnait sur le monde. Israël aurait ainsi pour mission implicite de protéger cette dernière en affaiblissant le monde arabo-musulman. Et l'on peut rappeler à ce propos les déclarations du chancelier allemand Friedrich Merz selon qui Israël ferait « le sale boulot » que la bonne conscience européenne ne saurait accomplir elle-même.

Cette nostalgie coloniale, assumée ou pas, mène à une troisième raison du soutien européen, la montée des extrêmes droites arrivées au pouvoir ou à ses portes dans la quasi-totalité des pays du continent. C'est en effet à un véritable raz de marée que l'on assiste et qui, paradoxalement, a considérablement renforcé le soutien à la politique israélienne, ce qui n'est pas sans rapprocher sur ce plan l'Europe des États-Unis. Il convient en effet de parler de paradoxe, car ces extrêmes droites ont

¹ Voir à ce sujet Sophie Bessis : *La civilisation judéo-chrétienne, anatomie d'une imposture*. Paris, éditions Les liens qui libèrent, 2025. Recension de ce livre dans J.-M. Harribey, « [La critique de la civilisation judéo-chrétienne de Sophie Bessis](#) », *Les Possibles*, n°42, Printemps 2025.

en commun un lourd passé antisémite, de la Hongrie de Viktor Orbán à la France du Rassemblement national. Mais la connivence idéologique l'emporte ici sur les héritages. Comme l'extrême droite israélienne, les néofascistes européens partagent une vision ethnocentriste de la nation, une détestation de toute forme d'altérité qui pourrait « polluer » la pureté d'une identité fantasmée conçue comme anhistorique. Israël « État-nation du peuple juif », et de lui exclusivement selon une loi adoptée en 2018, représente aujourd'hui pour eux un modèle à suivre en ce que sa conception de la nation est assise sur la sacralisation de la terre et du sang. Désormais partie intégrante d'une Internationale néofasciste en formation, l'équipe dirigeante israélienne bénéficie du soutien de ses pairs des deux côtés de l'Atlantique.

Voilà donc quelques raisons de l'inaction européenne face à ce qui est à la fois une violation du droit international et une entreprise de colonisation aux dimensions génocidaires. En croyant payer la dette du génocide qu'elle a commis à l'encontre des juifs il y a 80 ans par la complaisance envers une politique d'annihilation des Palestiniens, l'Europe commet une erreur politique et une faute morale dont elle n'a pas encore mesuré les conséquences à venir.

Sophie Bessis est historienne et politiste. Ses derniers ouvrages parus sont : *Je vous écris d'une autre rive. Lettre à Hannah Arendt*, Elyzad, 2021 ; *La civilisation judéo-chrétienne, Anatomie d'une imposture*, Les Liens qui libèrent, 2025.